



Extension of the Canada/Ontario Agreement on Training

August 1990

Skills
FACTS


The labour market challenges of the 1990s require a training system that will address both the competitive needs of firms and the skill requirements of individuals. Ontario is committed to working with the federal government, and with its other training partners, to develop such a system.

CURRENT ARRANGEMENTS

The current federal-provincial partnership, formally called the Canada-Ontario Agreement on Training, was first negotiated as a three year arrangement starting in 1986-87. It has since been extended twice and will now end on March 31, 1991.

Ontario priorities in negotiating the 1990-91 extension included a renewed emphasis on skills training; increased language training for immigrants; continued support for the existing training infrastructure; improved co-operation among training partners and; more effective quality assurance mechanisms.

KEY FEATURES OF THE EXTENSION

The agreement provides for a mix of purchasing arrangements to ensure that training is both market driven and sensitive to the requirements of potential trainees. The agreement for 1990-91 sets federal training budgets at the same level as last year, about \$166 million, excluding income support.

Public institutions remain assured of stable funding for adult training activity purchased directly by Canada Employment Centres. All 23 community college allocations are at, or above, last year's funding levels for a total guarantee of about \$63 million for 1990-91. Included in the agreement is about \$1.4 million for private vocational schools.

In addition, federal funding for apprenticeship in-school training remains capped at \$40 million. The federal government will continue to provide income support to all apprenticeship trainees. To ensure these industry-driven training needs are met, for 1990-91 Ontario will provide an additional \$21 million above the agreement for apprenticeship in-school training.

Supplemental English as a second language training allocations, identified during the year to meet the language training needs of new immigrants, will exceed \$15 million for 1990-91, more than 60 per cent higher than last year.

In addition to direct purchase training, colleges are guaranteed fair access to bid on all training purchased by non-government, third party organizations. This kind of training, indirect purchase, has a total budget of just over \$46 million.

The 58 Community Industrial Training Committees (CITCs) in Ontario have the largest portion of that indirect purchase budget, about \$37 million for 1990-91. Comprised of volunteer business, labour and community representatives, these committees purchase training to meet local industry needs, identified through labour market needs surveys.

Other indirect purchases of training are made by community groups, employers and not-for-profit and labour organizations.

Ontario is responsible for quality control of training by attesting to the soundness of training plans and monitoring training at the request of Canada Employment Centres. These services are provided on behalf of the province by Ontario Skills Development Offices that operate out of each community college.

FUTURE DIRECTIONS

Ontario is working with all the provinces/territories and the federal government to establish multilateral principles to guide the next round of training agreements. In line with these principles Ontario will finalize its negotiating objectives and commence bilateral negotiation of a new training agreement with Employment and Immigration Canada during the fall of 1990.

For more information on the topics covered in this fact sheet, please call the Ministry of Skills Development at (416)967-8352.



Ministère de la
Formation
professionnelle

Prorogation de l'Accord Canada-Ontario sur la formation

Formation
INFO



Août 1990

L'enjeu du marché du travail des années 1990 exige un système de formation capable de permettre aux entreprises et aux travailleurs de demeurer concurrentiel. L'Ontario s'est engagé à collaborer avec le gouvernement fédéral et avec ses autres partenaires en formation, afin d'établir un tel système.

DISPOSITIONS ACTUELLES

À l'origine, le partenariat fédéral-provincial actuel, l'Accord Canada-Ontario sur la formation, devait durer trois ans, commençant en 1986-1987, mais a fait depuis lors l'objet de deux prorogations, et doit maintenant expirer le 31 mars 1991.

Les priorités de l'Ontario lors des négociations pour la prorogation de l'Accord jusqu'en 1991, étaient de renouveler l'engagement envers la formation, de maintenir l'infrastructure actuelle, d'augmenter la formation en langues offerte aux immigrants et la collaboration dans le domaine de la formation, et d'établir des mécanismes plus efficaces pour assurer la qualité de la formation.

ÉLÉMENTS CLÉS DE LA PROROGATION

L'Accord prévoit divers mécanismes d'achat afin d'assurer que les tendances du marché soient reflétées et les besoins des stagiaires satisfaits. Les crédits fédéraux affectés à la formation restent au même niveau que l'an dernier, soit à environ 166 millions de dollars, soutien du revenu exclu.

Les établissements d'enseignement publics sont assurés d'un financement stable pour la formation des adultes, achetée par les centres d'emploi du Canada. Les octrois aux 23 collèges communautaires sont à un niveau égal ou supérieur à ceux de l'an dernier, le montant total garanti pour 1990-1991 étant d'environ 63 millions de dollars, dont environ 1,4 million de dollars pour les écoles professionnelles privées.

Le gouvernement fédéral limite encore sa contribution à la portion théorique de l'apprentissage à 40 millions de dollars. Il continuera à fournir un soutien du revenu aux apprentis. L'Ontario affectera, en plus de sa contribution aux termes de l'Accord, 21 millions de dollars à la portion théorique du programme pour 1990-

1991, afin de satisfaire les besoins en formation du secteur industriel.

Une allocation supplémentaire pour les cours d'anglais langue seconde, établie au cours de l'année pour répondre aux besoins des nouveaux immigrants, dépassera 15 millions de dollars en 1990-1991, soit une augmentation de plus de 60 pour 100.

Les collèges auront également un accès équitable aux appels d'offre pour tous les programmes de formation acquis par des organismes de tierce partie non gouvernementaux. Un peu plus de 46 millions de dollars sont prévus pour ces achats indirects.

Les 58 comités locaux de formation industrielle de l'Ontario reçoivent quelque 37 millions de dollars de ce budget. Composés de représentants bénévoles des secteurs commercial, syndical et communautaire, ces comités achètent des programmes pour répondre aux besoins locaux, déterminés à l'aide d'analyses des besoins du marché du travail.

D'autres achats indirects sont effectués par des groupes communautaires, des employeurs, des organismes de travail et des organismes sans but lucratif.

L'Ontario assure la qualité de la formation en attestant de la solidité des plans de formation et, à la demande des centres d'emploi du Canada, en surveillant la formation. Ces services sont fournis pour le compte de la province par les bureaux de consultation en formation professionnelle, situés au sein de chaque collège communautaire.

ORIENTATIONS FUTURES

L'Ontario collabore avec les autres provinces et territoires et le gouvernement fédéral, pour établir des principes multilatéraux devant servir de base aux prochains accords de formation. D'après ces principes, l'Ontario finalisera ses objectifs et entamera la négociation bilatérale d'un nouvel accord de formation avec Emploi et Immigration Canada à l'automne 1990.

Pour obtenir plus de détails sur les sujets traités ici, veuillez appeler le ministère de la Formation professionnelle au (416) 967-8352.

PROCHAIN NUMÉRO : LES PRINCIPES DE NÉGOCIATION